RAPPORTEUR : Monsieur Bruno SULLI

OBJET : Organisation du pôle vélos VELIBLEU

Mesdames, Messieurs,

La Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais (CAPC) souhaite étendre des projets pertinents dans le champ du transport public sur son territoire en portant un soin particulier à la mobilité douce des personnes.

Un système de location de vélos vient compléter l'offre de transport public existante pour améliorer l'intermodalité.

Le Pôle Mobilité ADSEA, spécialisé dans l'entretien et la remise en état de vélos, propose d'assurer le suivi et la gestion du pôle Vélo VELIBLEU.

C'est pourquoi elle sollicite auprès de la CAPC l'attribution d'une subvention pour soutenir son projet et permettre l'embauche du personnel nécessaire à une ouverture continue du pôle VELIBLEU et la valorisation d'1,5 ETP emploi d'avenir soit 12.648 €. La signature d'une convention d'objectifs et de moyens entre l'association et la CAPC permettra de préciser les conditions du partenariat.

* * * * *

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays Châtelleraudais (CAPC) notamment l'article 3 alinéa 1, 2, 3 relatif à l'organisation des transports urbains,

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L5216-5 relatif à la compétence Transports des communautés d'agglomérations,

VU la délibération n° 2 du conseil communautaire du 22 avril 2014, déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

CONSIDERANT l'intérêt pour la CAPC de soutenir une initiative associative favorable au développement de la mobilité douce des personnes,

Le bureau communautaire, ayant délibéré, décide :

- d'approuver la proposition faite par l'ADSEA,
- d'accorder une subvention de 12 648€ à l'ADSEA,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer toute pièce relative à ce dossier.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire

Par le président de la communauté d'agglomération

Transmis à la sous préfecture, le 15/10/2015

Publié au siège de la CAPC, le 13/10/2015

Pour ampliation,

Pour le président et par délégation,

La responsable du service juridique

Nadège GROLLIER

n° 6156